

LA PROBLÉMATIQUE DE L'ÉCONOMIE DU CHANGEMENT

[Dimitri Uzunidis](#)

L'Harmattan | « [Marché et organisations](#) »

2015/2 n° 23 | pages 11 à 15

ISSN 1953-6119

ISBN 9782343068978

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-marche-et-organisations-2015-2-page-11.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA PROBLÉMATIQUE DE L'ÉCONOMIE DU CHANGEMENT

Dimitri UZUNIDIS

*Réseau de Recherche sur l'Innovation
Société Internationale Jean-Baptiste Say*

« Le problème généralement pris en considération est celui d'établir comment le capitalisme gère les structures existantes, alors que le problème qui importe est de comprendre comment il crée, puis détruit ces structures ».

Joseph Schumpeter

La crise économique annonce le changement... Ce changement peut être brutal, graduel, mineur. Il peut être appréhendé sur les plans macro, méso et microéconomiques. Il se manifeste une fois que l'économie sort de sa période de transition qui est celle de la crise. Dans tous les cas, la trajectoire de l'évolution socioéconomique se modifie. Dans une économie en transition, l'observation se concentre sur les restructurations (et les tâtonnements) du système et de ses acteurs pour retrouver une nouvelle dynamique de croissance matérialisée par la découverte (la création ?) de nouvelles sources de profit. L'économiste cherche alors à analyser les conditions et les leviers du changement économique qui se profile en utilisant souvent les théories de l'innovation : destruction de ressources de production anciennes, recombinaison de celles jugées exploitables avec d'autres puisées dans les réservoirs traditionnels de la société (universités, économie informelle, entraide, finance, etc.). L'observation de la naissance et de la diffusion de nouvelles marchandises, technologies ou encore pratiques de production et d'échange, ainsi que l'observation des combinatoires procédurales, est d'autant plus pertinente que le changement est le fruit d'interactions complexes au niveau local, national et mondial entre individus, communautés, entreprises et institutions publiques porteurs de savoir, de compétences, de marchés, de capitaux.

Le changement est partie prenante du modèle dynamique de croissance fondé sur l'incertitude, le risque et le profit. Les failles qui caractérisent un système économique constituent cependant d'importantes sources d'opportunités d'investissement, de production et

de diffusion de nouvelles valeurs marchandes. Mais pour y arriver, il est nécessaire que les mécanismes économiques se trouvent, à un moment ou à un autre, en phase les uns par rapport aux autres. « *Il y a un temps pour tout* »... Le temps intervient dans la préparation, l'organisation et, tout simplement, dans la saisie des opportunités que les rapports marchands offrent aux acteurs économiques dont le rôle est de réaliser des nouvelles combinaisons productives. La synchronisation des processus socio-économiques et techniques conduisant à l'innovation et, en général, au changement est à la base du succès des activités innovantes. La synchronisation signifie que plusieurs processus se déroulent en même temps. C'est une action de coordination de plusieurs opérations qui ont (ou doivent avoir) lieu simultanément. Cette coordination peut se faire spontanément, opportunément ou inopportunément, mais le plus souvent les stratégies volontaristes des agents économiques et politiques mettent en mouvement dans le même temps des actions de valorisation de capitaux, de réorganisation des structures et des entités de production, de création de nouveaux marchés, de révélation de nouveaux besoins. La synchronisation des processus d'innovation est tributaire des normes, règles, traditions et institutions à travers lesquelles s'organisent les fonctions économiques (y compris les rapports de pouvoir) et grâce auxquelles les choix et les activités conduisant au changement s'avèrent compatibles les uns (unes) par rapport aux autres dans le temps et dans l'espace. En outre, la synchronisation de ces processus doit être considérée à travers les capacités et les stratégies d'interaction des entreprises, des consommateurs, des pouvoirs publics ainsi qu'à travers les formes de coordination des actions de ceux-ci dans le but de créer ou d'organiser un marché (nouveau ou renouvelé) qui doit amortir les investissements, atténuer les risques et garantir, pour un certain temps, la vitalité des affaires. L'architecture institutionnelle et l'activité économique changent conjointement jusqu'à la stabilisation des codes, des normes et des protocoles de fonctionnement du système.

La stabilisation du système, sorti de sa phase entropique, suppose que celui-ci a su maîtriser le risque (économique, technologique, social). Le risque se produit dans des situations incertaines où l'incertitude a été apprivoisée grâce à l'utilisation de l'information et la mise en œuvre de méthodes de mesure de probabilité. L'incertitude naît du fait qu'il est impossible de connaître par avance les événements futurs ; le risque est le résultat direct de cette ignorance, ce qui se produit lorsque les résultats d'une décision prise ou d'une action entreprise ne sont pas connus. L'anticipation, l'adaptation et, donc, l'innovation et le changement sont nécessaires pour faire face à l'imprévu, ce qui génère des occasions d'affaires et des prises de risques considérés. L'anticipation et l'innovation sont élevées à des modes d'action nécessaires pour réduire le risque dans un contexte économique changeant dont le futur est

fortement incertain. Dans tous les cas, les processus d'innovation intègrent le risque ou émergent à partir du moment où l'incertitude est réduite, le risque est calculé et la nouvelle configuration du système apparaît comme étant suffisamment intelligible pour concevoir des projets et supporter le risque.

Le processus de changement entretient une relation causale avec un problème – technologique, économique, social – posé à l'économie de marché et identifié consciemment ou inconsciemment par ses acteurs. L'innovation technologique, organisationnelle, conceptuelle..., est ainsi liée à la recherche de la solution optimale à ce problème. Ceci suppose l'usage de connaissances et d'informations provenant de la socialisation, de l'éducation, de la pratique, de l'expérience et de la mémoire collective. Le changement dû à l'innovation est un processus cumulatif et historique défini par les six caractéristiques majeures de l'acte d'innover : a) les impacts de l'innovation sont difficilement prévisibles ; b) l'échelle de diffusion de l'innovation est difficilement calculable ; c) les activités innovantes sont asymétriques et décalées dans le temps ; d) le temps d'apprentissage, d'exécution et de diffusion joue un rôle capital dans le processus du changement ; e) le climat des affaires conditionne le temps, l'échelle, la nature, la portée et les impacts de l'innovation ; f) les innovations sont interdépendantes et leur généralisation reconfigure le système qui les contient.

Les auteurs de ce numéro de *Marché et Organisations* présentent certains traits caractéristiques de l'émergence et de la « *normalisation* » de l'économie du changement. Celle-ci est fondée sur les rapports marchands entre le producteur et le consommateur et entre l'innovateur et le suiveur. Mais, ces rapports changent au fil de la socialisation de production, de l'élargissement de l'éventail des besoins sociaux ou encore de l'affinement des tâches de production réalisées par les individus dans les collectifs de travail de plus en plus complexes. Pour comprendre ces évolutions, les auteurs réactualisent les approches de la pensée économique dans le domaine des révolutions industrielles et des paradigmes sociotechniques, mais également observent comment les traditions nationales, les contextes particuliers, les époques, ont pu marquer le développement de la théorie et des pratiques dans ces domaines... A commencer par la discussion des théories des 18^e et 19^e siècles et leurs prolongements jusqu'aux théories contemporaines du changement économique. Quel rôle et quelle place pour le progrès des techniques, hier et aujourd'hui ? Comment les économistes ont-ils rapporté l'expérience du changement socio-économique ? Ont-ils accordé un sens cohérent à des changements qui pouvaient être chronologiquement et géographiquement éloignés ? Quelle était leur vision des transformations que suscitaient l'industrialisation et la diffusion du progrès technique ? Les transformations des systèmes industriels et entrepreneuriaux étaient-elles et sont-elles aujourd'hui

vraiment « *révolutionnaires* » ? Les grandes mutations économiques sont-elles dues à l'évolution des technologies ou, au contraire, le changement social constitue-t-il la base sur laquelle s'appuie le changement technique ? Peut-on donner une définition large et ouverte de l'innovation et du changement ? Ces interrogations permettent en outre de soulever de nouvelles questions : la tendance à la désindustrialisation des économies développées à l'heure actuelle ne peut-elle être aussi interprétée comme un processus de destruction des vieilles structures industrielles et de création de nouveaux champs d'accumulation du capital ? L'esprit schumpétérien d'entreprise et des cycles longs a-t-il un sens dans une économie servicielle et financiarisée ? L'économie actuelle est-elle sur une trajectoire de transition vers un autre modèle organisationnel ou est-elle en crise parce que les routines l'emportent sur le changement ?

Les auteurs combinent la pensée et les faits historiques et actuels dans une démarche socio-historique pour explorer l'économie du changement à commencer par le rôle que tient la nature dans la production. Pierre Le Masne entreprend une réflexion sur le lien entre ressources naturelles et production soutenable. La nature se transforme par l'intervention explicite des hommes qui y appliquent des méthodes et des technologies pour la « *valoriser* ». En se transformant, la nature contribue, à son tour, à la modification des rapports sociaux qui appellent de nouvelles techniques et méthodes de production. Les deux articles de Robin Goodfellow présentent la dialectique de ces rapports dans l'évolution du capitalisme. Le système révolutionne la technologie, mais, Patrick Verley démythifie les « *révolutions industrielles* » puisque ce n'est pas la technologie qui détermine l'organisation des entreprises et du travail. Il est, en effet, nécessaire d'étudier le comportement des acteurs qui ont mis au point les technologies qui semblent révolutionnaires et les moyens par lesquels ces technologies sont socialement appropriées pour devenir des outils de changement économique. Smaïl Aït-El-Hadj cherche à modéliser la dynamique des systèmes techniques pour conclure qu'un tel travail aboutit à des insatisfactions épistémologiques, théoriques et méthodologiques aussi bien sur la cohérence des concepts, la stabilité et la précision du vocabulaire.

La seconde partie de la revue est composée d'articles plus micro et plus mésoéconomiques. Blandine Laperche s'interroge sur les leviers du changement des structures de la firme. Pourquoi la firme grandit ? Pourquoi cesse-t-elle de grandir en préférant une organisation en réseau ? Les arguments évoqués par les différentes théories se situent autour d'un clivage sur la perception du marché, tantôt considéré comme un agent anonyme tantôt comme un construit social façonné par les stratégies de pouvoir. Il en est de même pour la fonction de l'entrepreneur, considéré comme l'agent du changement. Pour Sophie Boutillier, l'histoire économique nous enseigne que l'entrepreneur héroïque réalise la

transition entre la période préindustrielle et le capitalisme industriel et concurrentiel, tandis que l'entrepreneur socialisé s'inscrit dans le développement du capitalisme managérial et oligopolistique. Mais l'entrepreneur est animé par un « *esprit grégaire* » lorsque sa « *routine* » est remise en cause par les rapports de concurrence (ou encore par des forces exogènes de remise en cause du système qui lui procure de la sécurité). Dominique Perchet étudie les résistances à l'innovation dans le bassin métallurgique de Saint-Dizier dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. L'ouverture à la concurrence internationale a rendu nécessaire la mutation de l'activité métallurgique. Mais pour la plupart des maîtres de forges, la production anglaise et le libre-échange dérangeant... Ainsi, le débat qui aurait dû porter sur la mutation technique est déplacé vers une contestation politique du libre-échange. Le milieu, comme construit social, porte l'entrepreneuriat, l'innovation et le changement. Cédric Perrin présente la construction de territoires industriels dans la France du 19^e siècle et plus particulièrement ceux de Château-Renault et de Surgères tournés vers les industries animales. La relation entre les ressources locales, notamment l'agriculture, et le développement d'une forme spécifique d'industrialisation sont au cœur de l'émergence de ces industries dans l'ouest de la France. Il en est de même de Romain Thinon qui étudie le renouveau industriel lyonnais au début du 19^e siècle. De nouvelles activités émergent d'un magma artisanal urbain. Parmi celles-ci, les brasseries, portées par de nombreux entrepreneurs ambitieux et marquées par l'augmentation de la consommation de bière, par les progrès techniques, ou encore par le développement de compétences professionnelles spécifiques, témoignent à Lyon d'un important dynamisme de changement au cours du siècle.

Etudier l'« *économie du changement* », c'est faire une « *économie à part entière* ». Ceci signifie analyser les faits économiques dans toutes leurs dimensions : sociale, historique, politique, géographique, technique, etc. En effet, étudier l'économie, c'est s'intéresser à la richesse. Or qui dit richesse, dit pouvoir. Et qui dit pouvoir, dit formes spécifiques de son exercice via une organisation sociale qui lui est adéquate. Pour l'économiste suédois Gunnar Myrdal, sénateur et ministre, prix Nobel d'économie en 1974 (prix qu'il a partagé avec Hayek), la théorie économique sert d'abord à légitimer les intérêts dominants du moment. Les facteurs économiques et non économiques font partie d'un tout. Le changement est porté par le politique qui valide ou invalide les choix économiques.